

Le pouvoir aux travailleurs

27 septembre 2014

N° 204

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LA DÉFENSE DE NOS INTERÊTS, DANS CE SYSTÈME CAPITALISTE !.....	2
- IL NOUS FAUT NOUS ORGANISER EN TANT QUE CLASSE EXPLOITÉE !	3
- L'OPÉRATION DÉGUERPISSEMENT FAIT BEAUCOUP DE VICTIMES DANS LE RANG DES TRAVAILLEURS.....	4
- RENTRÉE SCOLAIRE : L'ÉTAT PLUS PREOCCUPÉ A SERVIR LA SOUPE AUX RICHES.....	4 - 5
- LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION, UNE COMEDIE !.....	5 - 6
- DES IMBECILES ONT DESHABILLÉ UNE JEUNE FILLE E A YOPOUGON, À CAUSE DE SON HABILLEMENT QU'ILS TROUVAIENT INDECENT !.....	7
- BATIMENT : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE « 64 CONSTRUCTIONS »	8 - 9
- IL FAUT PLUS QU'UN COUP DE COLÈRE POUR FAIRE RECULER LE PATRONAT.....	9
- MOYEN-ORIENT : UNE INTERVENTION QUI ACCROÎTRA ENCORE LE CHAOS	10 - 11
- IMMIGRATION : UN NOUVEAU DRAME À METTRE SUR LE COMPTE DE LA BARBARIE DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE	11

LA DEFENSE DE NOS INTERETS, DANS CE SYSTEME CAPITALISTE !

À Abidjan, le secteur du bâtiment se porte comme jamais auparavant. La demande de main-d'œuvre est plus forte que par le passé. Les travailleurs œuvrant dans ce secteur sont aujourd'hui au nombre de plusieurs milliers et sont de ce fait en meilleure position pour défendre leurs intérêts face aux capitalistes qui les exploitent.

Ainsi, depuis un certain temps, il n'y a pas un seul chantier où la lutte n'ait éclatée. Que ce soit à la construction du 3^{ème} pont, à Cico Green, à Azito, à Covec PK 18, Covec d'Ayama, à la Cité Ado Yopougon, à Cico- synatrésor, etc.

Ces luttes sont motivées parfois pour obtenir des augmentations de salaires ou pour le paiement des heures supplémentaires, parfois pour obtenir un contrat avec déclaration à la Cnps ; souvent aussi, ce sont des luttes pour arracher une « *prime de fin de chantier* », etc. Certaines d'entre elles ont été victorieuses. C'était le plus souvent le cas sur les chantiers où les travailleurs étaient les mieux organisés. Sur d'autres chantiers, là où la mobilisation n'était pas au niveau, le résultat était souvent moins bon.

La victoire des travailleurs en lutte dans tel ou tel chantier est un encouragement pour d'autres. Leur exemple et leur organisation peuvent servir à d'autres travailleurs pour obtenir eux aussi des améliorations.

Au final, les travailleurs dont les revendications ont abouti ont vu leur misère allégée. Mais, la misère, elle-même, elle est toujours là. Les capitalistes n'ont cédé que des miettes au regard de gros profits qu'ils engrangent sur le dos des travailleurs. De surcroît, la petite amélioration gagnée de haute lutte ne dure que le temps d'un chantier. C'est donc un éternel recommencement. Et quand on regarde la tendance de ces trente dernières années, eh bien, chacun peut constater que les riches sont devenus bien plus riches qu'avant. Et à l'inverse, la situation des classes pauvres n'a jamais été aussi mauvaise qu'en ce moment. La précarité et la misère sont installées partout. Le salaire ne suffit pas à tenir le mois. La vie devient chaque jour un peu plus chère. Les difficultés se ressentent encore plus, en cette période de rentrée scolaire. Les conditions de vie des travailleurs ne cessent de se dégrader. Que dire, donc, en cas de maladie ou d'accident ?

La précarité dans laquelle la bourgeoisie nous condamne, nous les travailleurs, ne nous laisse guère d'autres choix que de nous organiser en tant que pauvres en tant que classe exploitée. Il y va de notre avenir.

C'est en détruisant cette société capitaliste, en collectivisant les moyens de production, que nous pourrons construire une société plus juste, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

IL NOUS FAUT NOUS ORGANISER EN TANT QUE CLASSE EXPLOITEE !

Plusieurs centaines de travailleurs du secteur du bâtiment se sont réunis il y a de cela quelques jours, dans le cadre de leur organisation syndicale, pour discuter ensemble de leur situation en tant que travailleurs. Ils sont venus de différents chantiers et de différents quartiers. Certains ont convaincu leurs femmes pour les accompagner à cette rencontre.

Ces travailleurs ont mille fois raison de chercher à coordonner leurs actions futures pour avoir plus d'efficacité dans leurs luttes face à l'exploitation qu'ils subissent. C'est en dépassant le cadre corporatiste (manœuvre, ouvrier, journalier, peintre, maçon, plombier, menuisier, etc) qui sont autant de divisions, qu'ils peuvent se renforcer. Il en va de même des divisions ethnique, nationale ou religieuse, qui sont autant de poisons que les exploiters savent utiliser pour affaiblir les travailleurs.

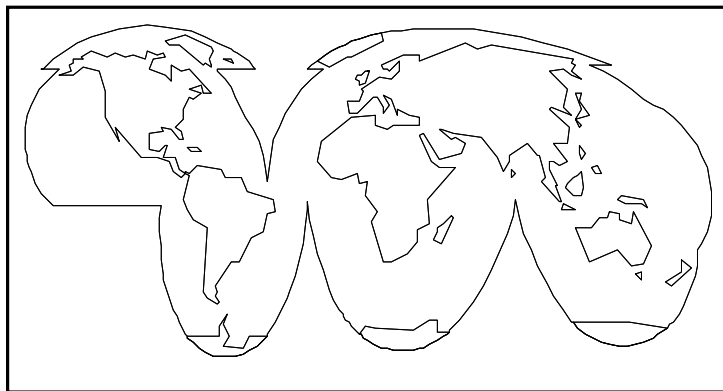
Ils n'ont aucune raison d'accepter qu'une classe minoritaire de

parasites s'accapare des richesses et les laisse dans la misère, condamné à vivre dans les taudis, souvent sans eau courante et sans électricité ; sans moyens de se nourrir, se vêtir, se soigner normalement et sans perspectives pour leurs enfants !

Dans cette société capitaliste, avant d'être ouvrier, manœuvre, peintre ou menuisier, de telle ou telle entreprise, les travailleurs du bâtiment sont avant tout des travailleurs tout court. Aujourd'hui ils vendent leur force de travail dans le bâtiment. Demain, ce sera peut-être dans la zone industrielle et inversement.

Voilà pourquoi ils ont besoin de s'organiser le plus largement et comprendre que quel que soit le gouvernement en place, quel que soit le capitaliste qui les emploie, le secteur d'activité où ils gagnent leur pain quotidien, ils n'auront que ce qu'ils seront capables d'arracher par leur lutte et rien de plus.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

L'OPÉRATION DÉGUERPISSEMENT FAIT BEAUCOUP DE VICTIMES DANS LE RANG DES TRAVAILLEURS

Depuis quelque temps, le gouvernement déguerpit les populations qui habitent les quartiers précaires : Gobelet à Cocody, Boribana à Attécoubé et celui qui est en face de la morgue de HMA, tous ont été rasés. Ces quartiers sont pour la plupart habités par des travailleurs, des gens de petits métiers, des servantes etc. Toutes ces personnes sont aujourd'hui sans abri. Certains ont trouvé refuge chez des parents ou amis. Ce sont des familles qui sont disloquées.

Le cas de ce travailleur licencié en 2012 est encore plus révoltant. Aujourd'hui, ce travailleur a tout perdu. Il n'a pas pu sauver les quelques

petites affaires qui lui restaient car tout est parti sous les débris des maisons rasées. Sa famille a d'abord trouvé refuge dans une salle de classe de la maternelle au quartier « *paillé* » qui est avoisinant. Aujourd'hui elle est éparpillée. Sa femme est rentrée au village. Ses enfants sont pour certains chez des amis et d'autres chez des parents. Lui-même se débrouille ça et là comme aide-maçon et les soirs, il dort dans une des maisons inachevées.

C'est le sort de beaucoup de travailleurs. Leur prétendu « *Pays émergent en 2020* », c'est sur la peau des pauvres que les riches veulent le bâtir !

RENTÉE SCOLAIRE : L'ETAT PLUS PREOCCUPÉ A SERVIR LA SOUPE AUX RICHES

Actuellement c'est la rentrée des classes. Les parents courent à gauche et à droite pour inscrire leurs enfants, surtout dans les familles pauvres. Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, rares sont les familles de paysans ou d'ouvriers où les parents viennent à bout de la rentrée scolaire sans avoir recours au prêt. Cela est encore plus vrai quand il y a plusieurs enfants à scolariser.

Dans les écoles secondaires, au début les « *inscriptions en ligne* » étaient

sensées réduire les dépenses des parents. Mais cette année, ce sont des frais en plus. Ainsi pour les élèves des écoles publiques, il faut d'abord payer 6 000 frs « *en ligne* » et après déboursier de 9 000 Frs à 11 000 Frs pour l'inscription à l'école. Les élèves que l'Etat affecte dans les écoles privées, eux, payent 3 000 Frs « *en ligne* » et 20 000 Frs à 70 000 Frs comme frais d'inscription en fonction de l'établissement d'accueil.

L E U R S O C I E T E

Si l'enfant doit être inscrit dans une école privée, là encore les parents doivent se saigner beaucoup plus. C'est pourtant le cas de la plupart des élèves, car les établissements publics sont en nombre insuffisant et leurs effectifs pléthoriques poussent les parents à s'orienter vers le privé. Mais dans ces écoles, en plus des frais d'inscriptions obligatoires que chacun de ces établissements fixe selon son gré, les frais de scolarité sont aussi très élevés. En fonction de l'école ou du niveau scolaire, la somme à payer peut aller de quelques dizaines de mille à plusieurs centaines de milliers de Francs.

Les "*grandes écoles*" publiques et privées ne sont pas en reste. Là aussi les enchères montent. Surtout avec les écoles privées. Les frais d'inscription à eux seuls ont découragé plus d'un parent. Après le bac, nombre d'élèves orientés par l'État dans ces

établissements restent sur le carreau par défaut d'avoir pu verser les sommes de 40 000 Frs en plus de 300 000 Frs exigées comme inscription.

En plus, il y a les livres, cahiers et autres fournitures, et très souvent la carte de bus mensuelle à pourvoir à l'enfant. C'est pourquoi, les rentrées font passer des nuits blanches aux parents.

Dans ce pays, le gouvernement trouve bien des milliards à distribuer aux entreprises en termes d'exonération de douane et d'impôts. Mais il n'y a pas d'argent pour la scolarisation des enfants de pauvres. Quoi qu'il en soit, pour les hauts dignitaires du pays et les riches, scolariser leurs progénitures ne leur pose aucun problème. Ils en ont les moyens et c'est dans les meilleures écoles de l'étranger qu'ils les envoient.

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION, UNE COMÉDIE !

Un article dans un journal dénonçait la pollution des cours d'eau à Sikensi par les industriels, en termes suivants : « *les industries implantées n'ont pas de stations performantes de traitements des déchets ni de sites d'évacuation. Elles déversent ce qu'elles produisent dans les rivières et ruisseaux se trouvant à proximité. Les*

cours d'eau sont pollués, noirâtres ».

Autant dire que le cas des industries de cette ville ne sont pas des exceptions mais sont plutôt la règle. Partout, les entreprises se débarrassent de leurs déchets, fussent-ils toxiques, à moindre coût, souvent en les déversant tout simplement dans la nature.

L E U R S O C I E T E

A la zone industrielle de Yopougon, par exemple, les déchets sont déversés directement dans des égouts qui sont souvent à ciel ouvert. Tout le long, certains points d'eau stagnent et sont mêmes utilisés par les travailleurs aux alentours pour leurs besoins, ignorant le danger auquel ils s'exposent ainsi.

Jusqu'à quel degré ces eaux sont toxiques ? Moins le gouvernement en sait, mieux il se porte. Son antenne « *Siapol* », sensée combattre la pollution, n'est là que pour amuser la galerie !

Ces eaux finissent dans la lagune. Qui n'a pas entendu parler de ces poissons qui meurent par tonnes dans la lagune d'Abidjan, et même à Dabou, où les pesticides déversés par les gros producteurs de bananes comme SCB tuent tout sur leur passage. Il s'agit là de la pollution visible.

À l'intérieur des usines, c'est la même chose. Les travailleurs sont exposés à toutes sortes de saloperies. Pourtant, le plus souvent, ils ne disposent même pas du minimum pour se protéger, même lorsqu'ils sont exposés à des produits extrêmement toxiques. Pas plus, Ils ne sont suivis médicalement, ne serait-ce que pour

contrôler régulièrement leur état de santé.

La semaine dernière, un groupe de députés, dépêché par leur président, s'est déplacé à la zone industrielle de Yopougon pour soi-disant contrôler la pollution dégagée dans les quartiers par la nouvelle cimenterie Cimaf. Ces gens-là sont des comédiens ! Où étaient-ils donc quand cette cimenterie a eu son autorisation de construire ? Et qu'en disent-ils de ces deux cimenteries à Treichville qui polluent même le CHU de Treichville ? Qu'est-ce qu'ils attendent pour les faire déménager ? Autant dire que la pollution n'est ni l'affaire des riches, ni celui du gouvernement, encore moins des comédiens comme tous ces députés payés pour servir les intérêts des riches.

Qui ne se souvient pas du scandale des déchets toxiques de « *Probo Koala* » dont les effets se font sentir jusqu'à aujourd'hui au sein de la population ?

Alors, le président peut aller au congrès sur le changement climatique aux USA pour faire de grands discours sur la protection de l'environnement, il est là-bas avec ses pairs, tous des marionnettes !

L E U R S O C I E T E

DES IMBECILES ONT DESHABILLÉ UNE JEUNE FILLE E A YOPOUGON, À CAUSE DE SON HABILLEMENT QU'ILS TROUVAIENT INDECENT !

À Yopougon Siporex, un groupe de jeunes a déshabillé une jeune fille sous le prétexte qu'elle était « *mal habillée* ». Ce n'est malheureusement pas là un agissement isolé. Il y a aussi régulièrement des atteintes à la liberté des femmes, à Abobo, à Adjamé et dans d'autres quartiers populaires.

De quel droit ces jeunes hommes se permettent-ils de se livrer à de tels actes ? Ce genre de comportement participe à la volonté de certains hommes de maintenir les femmes sous contrôle.

Il y a encore de cela quelques années, quand les cinémas, les centres culturels et autres lieux n'étaient pas encore transformés en lieu de cultes, seuls des imbéciles ou des gens avec une mentalité rétrograde pouvaient être choqués de voir passer des filles en short ou en mini-jupe.

Aujourd'hui, avec la misère ambiante, les idées rétrogrades d'un autre âge émergent dans la puanteur de cette société capitaliste pourrissante. Aussi, beaucoup de personnes se réfugient derrière les religions qui en ces temps d'incertitudes ont le vent en poupe. L'influence de ces religions se fait beaucoup plus sentir. C'est la gente féminine qui en fait le plus les frais ! Dans les medias, que ce soit à la

télévision, à la radio ou dans les journaux, quand il s'agit de critiquer les mœurs vestimentaires, c'est aux femmes que ces gens-là s'en prennent. Même dans les écoles, quand les résultats sont mauvais, les « *bien-pensants* » accusent le vestimentaire des filles comme étant responsable des échecs scolaires. On leur coupe les cheveux et on leur impose des modèles de vêtements. Pour toutes les religions chrétienne ou musulmane, qui ont pignon sur rue, la femme reste un bouc émissaire idéal.

Tous ces prêtres, pasteurs et imams sont choqués de voir une fille en mini-jupe et s'ils pouvaient les condamner à mort, ils le feraient. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les pays où ils sont au contrôle du pays ! Ces mêmes gens trouvent tout à fait normal que des travailleurs, par exemple, soient exploités quelque fois pires que des esclaves dans cette société où seuls comptent les intérêts de la classe possédante. Là, ces gens-là ne sont pas du tout choqués et ils sont même le plus souvent d'accord avec le fonctionnement de cette société dont ils disent bien volontiers que c'est la volonté de Dieu ! Comme chacun le sait, quand ils ne sont pas eux-mêmes des exploiters, ils mangent dans la main des esclavagistes des temps modernes et de leurs mandants au pouvoir !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

BATIMENT : LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE « 64 CONSTRUCTIONS »

Les travailleurs de « 64 Constructions » à la Ciprel Vridi ont fait un débrayage le 23 septembre pour exiger de meilleures conditions de travail ainsi qu'une augmentation de salaire. Quatre jours après, ils ont obtenu satisfaction.

Voici le récit d'un des grévistes : « Nous travaillons avec l'entreprise « 64 Constructions » depuis plusieurs mois sur le site de Vridi Ciprel. Notre entreprise est une sous-traitante de JE ONE qui, à son tour, est sous-traitante de ALLA. Enfin c'est cette dernière qui a signé le contrat avec la Ciprel qui produit de l'électricité à partir des turbines à gaz.

Mais auparavant, au lieu de nous employer directement, l'entreprise a préféré prendre encore un intermédiaire qui n'était ni un tâcheron, ni une maison de placement. Avec ce rôle flou, il nous payait mal, alors que sur le même site, les autres entreprises payaient leurs ouvriers, deux fois mieux que chez nous. Même RMO qui est une maison de placement, payait le double de notre salaire aux ouvriers comme aux manœuvres.

C'est révoltés par ce traitement injuste que nous avons débrayé pour se faire entendre par la direction. Dès le début, elle a voulu faire la sourde oreille au mouvement. Mais quand nous avons durci un peu le ton en

cherchant à empêcher tout accès au site, elle nous a demandé de rédiger nos préoccupations. Une première liste de revendications a été faite mais quand nous avons constaté qu'elle l'avait accepté un peu trop rapidement, nous nous sommes ravisés : c'est qu'elle peut faire mieux que ça. Ainsi, pour avoir le temps de revoir nos revendications en hausse, nous avons dit qu'il faut que l'accord soit signé en présence de nos responsables syndicaux. Une fois cela accepté, nous avons réécrit une nouvelle liste de revendications où il était question de 7000 F par jour pour ouvrier et 5000 F pour le manœuvre. Nous avons exigé la régularisation des heures supplémentaires à 2000 F pour l'ouvrier et 1500 F pour le manœuvre. Nous avons aussi exigé le rappel des heures supplémentaires passées ainsi que l'indemnité de transport. Après quatre jours d'hésitation, la direction a fini par capituler sur tous les points. Elle a proposé un contrat qui prend effet depuis le début du mois de septembre avec un rappel de salaire car le nouveau salaire est de 7000 F pour l'ouvrier et 5000 F pour le manœuvre, comme nous l'avons exigé. Elle a aussi accepté de payer les arriérés de transport, de congé et gratification ainsi que des heures supplémentaires. Enfin, elle a accédé à notre requête qui est de nous verser des droits de fin de chantier.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Chacun de nous percevra 10% du montant total de ses différentes paies à partir du nouveau contrat. C'est tout contents que nous avons signé ce contrat. »

C'est dire que les patrons ne lâchent quelque chose que quand ils se sentent menacés. Et de l'argent, ils en ont !

IL FAUT PLUS QU'UN COUP DE COLÈRE POUR FAIRE RECULER LE PATRONAT

Les travailleurs journaliers de COPACI, une usine de cosmétique, située à la zone industrielle de Yopougon, ont débrayé pendant deux jours de suite pour exiger de leur patron, l'application de la réévaluation du smig et le paiement des arriérés depuis le mois de janvier, car c'est à cette date que la mesure du gouvernement est entrée en vigueur. Ils réclament par la même occasion, l'amélioration des conditions de travail, des chaussures de sécurité, des gants, des tenues de travail.

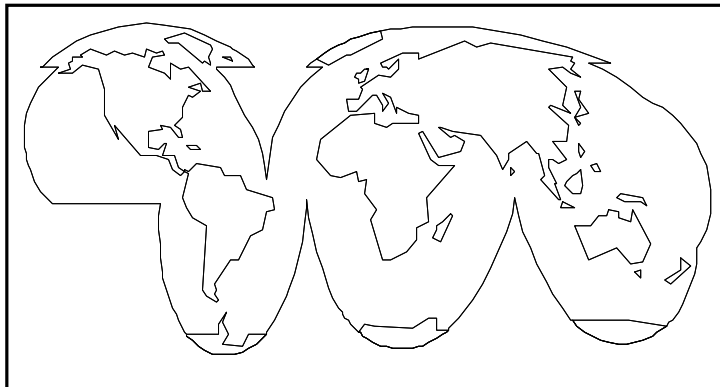
Depuis plusieurs mois, ces travailleurs ont effectué des démarches sans succès auprès du patron qui refusait d'entendre parler

d'augmentation. Leur salaire tourne autour de 56.000 F par mois. Si on retranche le transport qui est de 25000 F, il ne reste plus que 31000 F, ce qui ne représente rien du tout vu le coût de la vie élevé aujourd'hui.

Mais lorsque ceux-ci se sont mis en grève et que l'usine était partiellement bloquée, à ce moment-là, le même patron qui faisait la sourde oreille devant les préoccupations des travailleurs était obligé de négocier.

Pour l'instant, les travailleurs ont repris le travail avec la promesse qu'ils auront les augmentations dès cette fin de mois. Mais la mobilisation ne faiblit pas : personne n'est dupe ! Rien ne prouve que le patron tiendra parole.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MOYEN-ORIENT : UNE INTERVENTION QUI ACCROITRA ENCORE LE CHAOS

(Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans l'hebdomadaire trotskiste du 26 Septembre 2014 de nos camarades de Lutte Ouvrière en France).

* * * * *

Dans la nuit du 22 au 23 septembre, l'aviation américaine a bombardé pour la première fois des positions de « *l'État islamique* » en Syrie, alors que, depuis le 8 août, date du début de l'intervention américaine, les frappes aériennes n'avaient touché que le territoire irakien.

Les États-Unis ont eu l'accord de l'ensemble des pays impérialistes et d'un bon nombre de pays arabes, le Bahreïn, le Qatar, la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. L'impérialisme américain a entraîné ainsi ses « *alliés* » dans une énième intervention dans cette partie du monde, après celles de 1991 et de 2003, qui ont justement créé les conditions du chaos actuel.

Cela fait des mois que se poursuit l'avancée des milices de l' « *État islamique en Irak et au Levant* » (EIL) qui se proclame désormais simplement « *État islamique* » (EI). Les conséquences sont dramatiques pour la population des zones conquises. 130 000 Syriens, en majorité kurdes, ont fui la ville de Kobané (Aïn al-Arab en arabe) au Kurdistan, attaquée par les milices de l'EI, vers la ville de Suruç située à la frontière turque, se heurtant à l'armée d'Ankara. En Irak, l'offensive de l'EI dans la région nord-ouest a fait fuir les populations irakiennes par centaines de milliers, trouvant pour tout refuge des camps précaires où

tout manque, eau, nourriture, médicaments.

La situation devient chaque jour plus inextricable et le chaos menace de s'étendre aux autres pays de la région. El impose aux populations des territoires conquis une dictature moyenâgeuse, décapitant, coupant les mains, réduisant les femmes en esclavage. On comprend que les populations qui subissent cette barbarie voient dans l'intervention américaine un secours, au moins provisoire. Mais il n'y a malheureusement rien de bon à en attendre.

Ce n'est pas le sort de la population civile qui préoccupe les dirigeants impérialistes, mais les affaires des grands groupes capitalistes que cette instabilité pourrait menacer. Il faut se souvenir que toutes les interventions impérialistes, depuis le découpage du Moyen-Orient projeté en 1916 entre France et Angleterre jusqu'à aujourd'hui, n'ont fait qu'aggraver la situation. L'impérialisme à chaque fois a cherché à diviser pour régner. Il s'est appuyé sur les forces les plus réactionnaires, en toute connaissance de cause, pour maintenir sa domination politique et économique. Il ne pourra sortir de ses nouvelles interventions que de nouvelles divisions, de nouvelles contradictions opposant peut-être des forces encore

plus barbares : la situation de l'Afghanistan, que l'impérialisme américain devait sauver des intégristes, est là pour le rappeler.

L'impérialisme, qui se présente

aujourd'hui en sauveur des populations victimes de la barbarie, en est le premier.

A bas l'impérialisme !

<p>IMMIGRATION : UN NOUVEAU DRAME A METTRE SUR LE COMPTE DE LA BARBARIE DE LA SOCIETE CAPITALISTE</p>

Près de 500 migrants sont récemment morts noyés en mer méditerranée. Ce bilan meurtrier s'ajoute à de nombreux autres : en octobre dernier 400 migrants avaient trouvé la mort dans le naufrage près de Lampedusa. Plus récemment, les 28 et 29 juin derniers, 5 500 personnes ont été récupérés au large de la Sicile, 45 d'entre elles sont mortes asphyxiées au fond de la soute de leur embarcation de fortune. Le 18 mars, près de mille migrants africains avaient tenté un assaut collectif contre les hautes grilles de Melilla, enclave espagnole en territoire marocain. Malgré les balles en caoutchouc tirées par les policiers et les blessures causées par les lames tranchantes de la clôture, cinq cents migrants avaient réussi à passer. Un mois auparavant, quinze Africains mouraient noyés à quelques dizaines de mètres de Ceuta, une autre ville espagnole au Maroc, après que la police a tiré sur eux avec des balles en caoutchouc.

Depuis le début de l'année 2014, le nombre de personnes en provenance d'Afrique subsaharienne, atteignant les régions du sud de l'Italie, après un voyage à haut risque en mer, aurait atteint des chiffres sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Ce n'est pas de gaité de cœur que de plus en plus de personnes prennent des risques pour partir. Ils fuient le chômage, la misère, les dictatures, les bandes armées, la xénophobie, les guerres et bien d'autres calamités engendrées par le système capitaliste malade et en crise. Ils partent avec l'assentiment de leurs proches en situation de détresse, dans l'espoir de trouver un ciel plus clément quelque part en Europe et pouvoir ensuite venir en aide à ceux qu'ils ont laissé sur place dans le dénuement.

Les moyens existent et pourraient venir à bout des famines, des maladies, ils permettraient aux populations de se vêtir, de s'éduquer, de satisfaire les besoins à commencer par les plus urgents, d'accéder à l'eau potable et à un minimum de bien être. Mais dans le système capitaliste qui domine la société humaine, les profits réalisés par une poignée de grands actionnaires ont la priorité sur les intérêts de l'immense majorité.

C'est pourquoi il est urgent que les travailleurs de tous les pays s'organisent pour bâtir un monde fraternel débarrassé de l'exploitation capitaliste et des barbelés qui cloisonnent les peuples.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.